

Votre Euro a vingt ans

Vendredi 28 décembre 2018

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

Le 1er janvier 2019, notre monnaie commune, l'Euro, soufflera ses vingt bougies. S'il est en circulation depuis le 1er janvier 2002, sa naissance scripturale date en effet du 1er janvier 1999. 19 pays et 350 millions de citoyens partagent désormais la même devise et personne ne veut sérieusement la quitter.

La délégation socialiste et radicale française souhaite célébrer ce projet politique en allant plus loin à l'occasion de son entrée dans la vie d'adulte. Cette monnaie est incomplète, car ses parents, eux-mêmes en pleine crise financière, se sont trop chamaillés autour de son adolescence sans parvenir jusqu'ici à lui laisser l'autonomie dont elle avait besoin, à la doter du budget nécessaire pour absorber les chocs économiques. Elle n'a toujours pas le droit de penser l'espace économique de la zone euro comme un espace intégré, elle n'a toujours pas le droit de parler à table lors des échanges internationaux. C'est pourquoi nous devons pour son anniversaire commencer par offrir à l'Euro et aux citoyens un Mécanisme européen de stabilisation des investissements à la hauteur. Au Parlement européen, le rapport de Pervenche Berès appelle à renforcer la proposition de la Commission européenne. Le volet subvention de cet instrument doit soutenir non seulement, comme le propose la Commission européenne, les investissements, mais également, et là est la nouveauté, l'indemnisation du chômage dans les pays qui subissent un choc asymétrique.

Les eurodéputés socialistes et radicaux appellent l'ensemble du Parlement européen et les États membres à se saisir de cette proposition. Il est temps que les chefs d'Etat et de gouvernement achèvent leur œuvre plutôt que de toujours compter sur la Banque centrale européenne pour éteindre les feux.

Notre monnaie unique doit devenir synonyme de création de richesses et d'emplois pour les Européens. Plus que jamais, nous avons besoin de ce budget pour jouer un rôle de stabilisation en cas de crise, mais aussi pour contribuer au renforcement d'une solidarité véritable tout en respectant le cadre national des relations entre partenaires sociaux.

D'autres chantiers doivent également être menés pour achever notre monnaie commune. Le programme du Parti socialiste pour les prochaines élections européennes propose par exemple de démocratiser la zone Euro, notamment en renforçant les pouvoirs du Parlement européen. Les règles des membres de la zone euro doivent tourner le dos à des stratégies aveugles d'austérité et au contraire permettre de poursuivre les objectifs du développement durable des Nations-Unies. Nous voulons une convergence réelle, pas celle au nom de laquelle on demande toujours plus de réformes structurelles, de réduction des risques aux mêmes, mais celle où l'on parle des surplus et de partage des risques pour tous.